

Haut-Ogooué/Département de la Passa/Franceville/Formation/"Women entrepreneurs business education"...

La deuxième phase du programme en marche

N.O.
Franceville/Gabon

LA deuxième édition du programme "Women entrepreneurs business education" de la fondation BGFIBank se poursuit actuellement dans sa deuxième phase à Franceville, chef-lieu de la province du Haut-Ogooué, et ce, depuis le lundi 5 novembre dernier. La formation est assurée

par Frédéric Ngirabacu, chef des opérations à "Entrepreneurium foundation", ainsi que par d'autres experts de ladite entreprise, chargée d'implémenter le programme dans les principales villes choisies au Gabon, notamment Libreville, Port-Gentil et Franceville. Durant cinq jours, du lundi 5 au vendredi 9 novembre prochain, plus de vingt femmes entrepreneuses ou aspirant à l'entrepreneuriat, reçoivent gratuitement des apprentissages



Photo : Nadège Oninouou

Les stagiaires pendant la session de formation.

axés sur les partenariats dans les affaires, la gestion de la chaîne logistique, la prospection commerciale, la distribution et vente, le seuil de rentabilité, la tarification, l'introduction à la comptabilité, les questions fiscales et réglementaires pour les PME, la planification financière et Business plan, les états financiers, etc.

« L'ambition du programme est d'encourager la citoyenneté économique des femmes en leur permettant de devenir financière-

ment indépendantes et ce, de façon durable », a indiqué Frédéric Ngirabacu. Au terme de cette dernière semaine de formation, la promotion 2018 du programme "Women entrepreneurs business education" recevra des parchemins, a rassuré le formateur. Le programme de la Fondation BGFIBank est conçu pour renforcer les chances de démarrage et de survie des jeunes entreprises. Il offre une approche pratique des thèmes abordés.

... et département de la Lébombi-Léyou/Moanda/Vie du journal/Visite du chef de page "Provinces" de "l'Union"

Les correspondants locaux remobilisés

Claude-Médard MINKO
Moanda/Gabon

LE foyer des travailleurs Claude Villain a prêté son cadre, le vendredi 2 novembre dernier, à la séance de travail que le responsable de la page « Provinces » du Quotidien "l'Union", Olivier Ndembi, a tenue avec les deux correspondants locaux : Guillaume Léyini et Claude-Médard Minko. Cette rencontre, qui est une première du genre dans la ville minière, lui a permis de remobiliser

ses troupes dans le sens de la production et de la qualité des articles à envoyer au desk central. Des critères qui participent, en effet, à la réputation du journal dans le traitement objectif, rigoureux et à temps de l'actualité. Mais, il se trouve que les correspondants sont, pour la plupart, des agents de l'administration publique ou du secteur privé. Aussi, la couverture médiatique de l'actualité locale se fait-elle en fonction de leur disponibilité. Une réalité du terrain qui impacte naturellement la

production. Mardi et jeudi sont les jours de parution hebdomadaire de La page "Franceville-Moanda-Mounana". « Or, il m'arrive parfois de ne pas avoir d'articles pour la programmation hebdomadaire de cette page », a fait observer M. Ndembi. Pour éviter cette situation, l'homme n'est pas allé par quatre chemins pour instruire ses collaborateurs à travailler davantage en synergie. Mais aussi, à procéder au renforcement des ressources humaines par de nouvelles collaborations de volontaires et autres pas-

sionnés de l'écriture qui pourraient être détectés localement. Ce, pour un meilleur maillage sur le terrain en termes de couverture médiatique. Olivier Ndembi a, en outre, stigmatisé le problème de leadership qui affecte l'ambiance lors des reportages sur le terrain. A ce sujet, il a rappelé que la priorité de l'article revient au correspondant local de l'Union. Ce n'est qu'en l'absence de ce dernier qu'un confrère issu d'un autre média peut prendre l'initiative de couvrir le même événement pour le compte du quotidien

l'Union. « C'est une question de respect entre vous », a-t-il expliqué. Dans tous les cas, la visite du chef de "Provinces" a restitué le rôle du correspondant local dans la diffusion de l'actualité provinciale. Mais cet intérêt ne doit pas se réduire à l'animation de la page, il doit intégrer un accompagnement des pigistes à travers une politique interne d'acquisition de l'essentiel du matériel de reportage (appareils photos, ordinateur), ponctionnée par exemple sur les frais des piges. L'accompagnement peut se faire aussi à travers

l'organisation des ateliers provinciaux de formation en renforcement des capacités rédactionnelles des correspondants, ou encore des stages d'immersion à la rédaction pour ceux de l'intérieur du pays ; la remise d'une attestation ou d'un prix récompensant les efforts des pigistes qui se seront distingués dans l'année. Autant d'éléments qui vont contribuer à susciter l'émulation et créer des passerelles dans la formation continue en termes de perspectives professionnelles dans le journalisme.

Moyen-Ogooué/Département de l'Ogooué et des Lacs/Fonds d'initiative départementale (Fid)

Une mission d'appui à l'élaboration des projets à Lambaréné

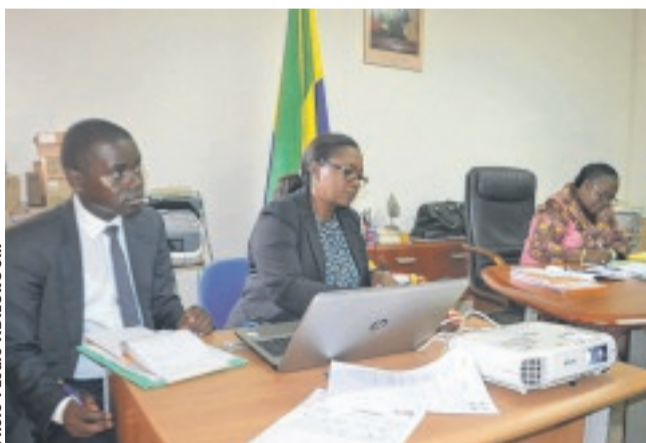


Photo : Esaïe NDILOROU

Les membres de la délégation ont rencontré...



Photo : Esaïe NDILOROU

... les responsables du département de l'Ogooué et des Lacs...



Photo : Esaïe NDILOROU

... et ceux de l'Abanga-Bigne.

Esaïe NDILOROU
Lambaréné/Gabon

UNE mission conduite par le coordonnateur provincial du Fonds d'initiative départementale, Hans Emérie Fabrice Dickarago, qu'accompagnaient Alice Ella Nguema et Bosco Grant Moubeka, représentant respectivement les ministères du Budget et de l'Economie, vient de séjourner dans le chef-lieu de la province du Moyen-

Ogooué. Celle-ci se tenait à la suite d'une précédente réunion de sensibilisation et de renforcement des capacités des Comités locaux de sélection des projets (CLSP), ainsi que du comité de pilotage (CP), tenue en juillet et août dernier avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Cette rencontre, rappelle-t-on, avait permis aux élus locaux (conseillers municipaux et départementaux) des deux départements de la province (Abanga-Bigne

et Ogooué et Lacs), d'identifier les idées de projets prioritaires département par département (deux au total pour le Moyen-Ogooué) et de les faire parvenir au ministère de l'Intérieur, aux fins d'analyse par les Comités de contrôle et de vérification (CCV), conformément aux critères édictés par l'arrêté n°000561/MISDDL du 16 juillet 2018 fixant les modalités de fonctionnement des organes du Fid. Cette nouvelle mission conjointe poursuivait donc trois objectifs : restituer la

liste des idées de projets jugés éligibles ; inciter les membres des CLSP, sous le contrôle du CP, à prioriser au moins une idée de projet ; aider les CLSP à structurer les projets prioritaires retenus au moyen d'une fiche-projet. Ces projets doivent être réalisables dans l'immédiat et faire l'objet d'appels d'offres, en vue de l'exécution des marchés publics y relatifs dans les meilleurs délais. C'est dans cette optique, durant six jours, dans les locaux du gouvernorat,

les différents acteurs sus-indiqués ont été soumis à cet exercice. Les responsables de chaque département ont tenu des séances de travail avec l'équipe venue spécialement de Libreville, montrant ainsi leur totale implication à cette initiative présidentielle, qui a du reste bénéficié de toute l'attention de la gouverneure de la province, Paulette Mengue M'Owono, des préfets et des présidents des conseils locaux. Toute chose qui témoigne, s'il en était besoin, de l'appropriation du Fid

par ces acteurs ainsi que de l'atteinte des objectifs assignés. Les uns et les autres ont souhaité la mise en œuvre du Fid dans leurs localités respectives dans un avenir proche, afin que la volonté du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, voie le jour, pour le bien des populations dans le monde rural et ses environs. Les conclusions ayant sanctionné la mission durant ces six jours seront soumises aux autorités compétentes, à Libreville, a indiqué la délégation.